

Enseignement : la colère et les inquiétudes des professeurs



L'Éducation nationale au cœur de la tourmente.

■ Mercredi 19 octobre, ce sont près de quatre-vingts enseignants du premier degré du Béthunois (de la maternelle à l'école primaire) qui se sont réunis à la salle Dufresne pour évoquer les sujets qui fâchent, à quelques jours des vacances de la Toussaint.

« Alors que se termine la première période scolaire, il est important de faire le point sur l'Éducation nationale. Et de voir ce qui ne va pas », lance Pascal Bécu, représentant départemental du syndicat SE-Unsa. Les coupes dans l'enseignement, ils n'en veulent plus et veulent que l'État redonne la priorité à l'école. « Le mouvement de grève du 27 sep-

tembre a été plutôt bien suivi », indique-t-il. Les enseignants ont déjà fait le deuil des 141 postes supprimés lors de la rentrée scolaire dans le premier degré au niveau départemental. « C'est du passé. Ce sur quoi on se focalise, ce sont les futures suppressions. On s'y oppose ! Il faut que le gouvernement arrête de casser l'enseignement et de créer une école à deux vitesses », explique-t-il.

Autre revendication, le versement de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) : « Il est anormal que les enseignants du premier degré ne touchent pas cette indemnité alors que, comme leurs collègues du second degré, ils suivent les élè-

ves au quotidien. On réclame donc le versement de cette indemnité de 100 euros mensuels », ajoute-t-il. L'idée émise par le ministre de l'Éducation nationale Luc Chatel de lancer des tests sur le repérage précoce des enfants aux comportements à risques dès la grande section maternelle fait bondir le représentant syndical : « On a été les premiers à s'opposer à cette idée. Les enseignants n'ont pas besoin de cela pour aider les élèves. Ils ont déjà leurs propres règles en classe. Et classer les enfants dès l'âge de cinq ans, c'est du grand n'importe quoi, car les enfants n'ont pas encore leur caractère définitif à cet âge-là. »